



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 2982

Texte de la question

CONFERENCE DE NAIROBI SUR LE CLIMAT

M. le président. La parole est à M. Gilbert Meyer, pour le groupe UMP.

M. Gilbert Meyer. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à Mme la ministre de l'écologie et du développement durable.

Madame la ministre, lundi matin à Nairobi, au Kenya, s'est ouverte la douzième conférence internationale sur le climat, sous l'égide de l'ONU. Y participent quelque 200 pays qui vont notamment chercher à renforcer les dispositions contre le réchauffement de la planète.

Le rapport de l'économiste Nicolas Stern, rendu public au début de la semaine dernière, dévoile les impacts socio-économiques dévastateurs du réchauffement climatique. Celui de Christian de Boissieu, qui reprend les vingt-huit propositions du groupe " Facteur 4 " mis en place par le Gouvernement, arrive aux mêmes conclusions.

La conférence internationale de Nairobi suscite l'espoir que de nouveaux engagements seront pris pour la réduction des gaz à effet de serre.

En même temps que cette conférence se déroulent les négociations au titre de la convention des parties au traité de Rio, signée par 189 des 192 membres des Nations unies, et la deuxième réunion des parties au protocole de Kyoto, ratifié par 156 pays.

Aussi, madame la ministre, face à l'urgence de la situation et des enjeux vitaux pour l'environnement, pouvez-vous nous faire part des propositions que compte défendre la délégation française à Nairobi et nous dire ce que la France attend concrètement de cette conférence ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie et du développement durable.

Mme Nelly Olin, *ministre de l'écologie et du développement durable*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, la conférence de Nairobi fait suite à celle qui s'est tenue à Montréal il y a à peu près un an et au cours de laquelle ont été enregistrées des avancées significatives dans les négociations autour de Kyoto et, surtout, de l'après-Kyoto. La dernière heure du dernier jour, sous la pression de plusieurs pays, dont la France, les États-Unis ont accepté de rester à la table des négociations et d'entrouvrir la porte pour l'après 2012. Nous poursuivons donc aujourd'hui cette première année de discussions sur l'après 2012 : nous avons bien l'intention de ramener les États-Unis à un comportement différent et de retenir le Canada qui, semble-t-il, s'apprête à abandonner le protocole de Kyoto.

Il est évident que la France sera représentée à cette conférence. Notre délégation est déjà partie et je me rendrai moi-même à Nairobi, la semaine prochaine, pour le segment ministériel. Je rappelle que notre pays est très engagé, au niveau national comme au niveau international, et que sa voix porte, par le truchement du Président de la République et du Premier ministre.

À Montréal, nous avons obtenu plusieurs avancées. Il s'agissait de mettre les mécanismes de développement en place, avec des financements qui, jusqu'alors, n'avaient pas été au rendez-vous. La contribution de la France à ce fonds a été extrêmement importante. Nous allons aujourd'hui, au cours de ces négociations, inciter les pays en développement, tels que la Chine et l'Inde, à poursuivre leur croissance, mais en veillant à ce qu'elle soit sobre en carbone. Nous allons engager les autres à entrer dans un cadre plus acceptable.

Au-delà du rapport Stern, qui est extrêmement inquiétant, et du rapport de Christian de Boissieu sur le " Facteur 4 ", je rappelle que la France a déjà pris des dispositions. Il y a quelque temps, le Premier ministre a annoncé un pacte national sur le climat et l'environnement, comportant diverses mesures. La France s'est aussi engagée à diminuer par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Au travers de toutes ces mesures, nous avons engagé un processus de lutte contre le changement climatique, que nous allons défendre à Nairobi en tâchant d'y rallier de nombreux pays.

Je rappelle également que la France milite en faveur d'une Organisation des Nations unies de l'environnement. Notre pays, qui est à l'origine de cette idée, a d'abord été seul à la défendre. Il a ensuite été rejoint par l'Allemagne, puis par une centaine de pays, dont, récemment, la Tunisie. Au travers de l'organisation qui commence à émerger, nous espérons avoir un discours beaucoup plus fort et disposer d'une force politique plus importante. *(Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Gilbert Meyer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2982

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : écologie

Ministère attributaire : écologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 novembre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 8 novembre 2006